



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

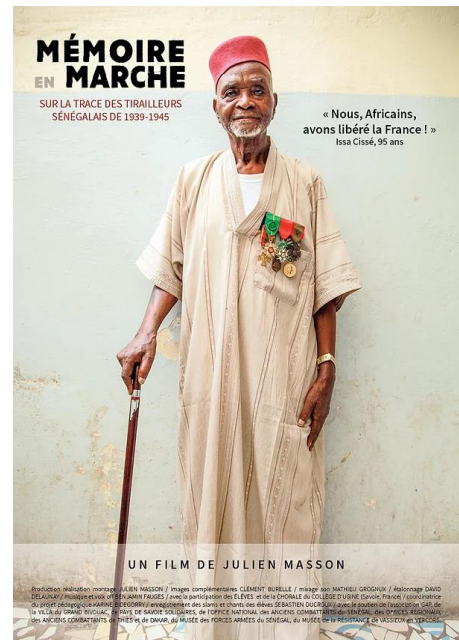
Entretien avec Julien Masson

Nathalie Peeters
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2023

Le premier bataillon du corps de tirailleurs sénégalais a été créé en 1857 à l'initiative de Louis Faidherbe qui occupait alors le poste de gouverneur du Sénégal. Nonobstant ce vocable, ses membres furent recrutés dans tous les territoires de l'ancienne Afrique-Occidentale française afin de servir le drapeau tricolore. Cette appellation avait pour objectif de les distinguer des autres régiments provenant d'Afrique du Nord. Les tirailleurs sénégalais ont combattu en France et en Orient lors de la Première Guerre mondiale, de la Seconde et ont participé à celles d'Indochine et d'Algérie.

Nous nous sommes entretenus avec Julien Masson, photographe et cinéaste qui durant quatre ans a entrepris un voyage au cœur de la mémoire en France et au Sénégal et est allé à la recherche de ces héros méconnus qui se sont battus pour notre liberté durant la Seconde Guerre mondiale. De ces rencontres sont nés un film, une exposition et un livre photographique.



Comment est né ce projet d'hommage aux tirailleurs sénégalais qui se sont battus pour la France durant la Seconde Guerre mondiale ?

Je crois que cette envie d'aller à la rencontre des anciens combattants sénégalais est née d'un sentiment d'injustice. Chacun de nous, à sa façon, a vécu la Seconde Guerre mondiale : racontée par les anciens, expliquée par les professeurs, exposée à la télévision. Nous en sommes tellement imprégnés que nous pensons tout connaître d'elle : ses héros et ses traîtres, ses champs de bataille et d'honneur, ses glorieux monuments et ses horreurs. Plus jeune, lors de mes voyages en Afrique, j'ai appris l'existence d'anciens combattants africains qui se sont battus pendant la Seconde Guerre mondiale. Je découvrais l'histoire de la « Force noire », théorisée en 1910 par le colonel Charles Mangin qui préconisait d'aller chercher des forces vives sur le continent africain. Non seulement 300 000 à 350 000 Africains issus des colonies subsahariennes ont été incorporés dans le corps des « tirailleurs sénégalais » en 1939-1945, mais ils ont aussi participé aux boucheries de la Grande Guerre. Des milliers périrent dans les tranchées. Ils s'avèrent décisifs dans la bataille de Verdun en prenant le fort Douaumont. Et je ne savais rien d'eux ! J'appris que le Noir au sourire bon enfant des boîtes de chocolat

Banania représentait la caricature d'un de ces soldats sans nom d'une histoire oubliée. Je pensais connaître, un peu, la Seconde Guerre mondiale, car depuis l'enfance, je n'avais cessé d'interroger à son sujet. Mais personne, aucun professeur, aucun parent, aucun livre, ne m'avait parlé des tirailleurs sénégalais. Aujourd'hui, lorsque je les évoque, il est évident que leur histoire, leurs faits d'armes, leur existence même restent méconnus.

Alors, quand l'idée me vint d'embarquer des collégiens dans une « enquête » historique qui prendrait la forme d'un voyage, le thème des tirailleurs sénégalais est venu naturellement. Pour ces raisons évoquées, mais aussi parce que partir sur les traces de ces Africains qui ont quitté un jour leur pays pour libérer la France, allait forcément plonger les collégiens dans un voyage historique plein d'échos à l'actualité ; qu'elle parle d'immigration ou d'identité.

Le tirailleur sénégalais porte sur son dos de quoi rassasier les plus passionnés d'histoire et de géographie. Mais aussi une malle de mystères. Il a traversé cent ans de l'histoire de France ! Écrit certaines des pages les plus glorieuses et parfois les plus sombres de notre pays. Il est l'un des personnages principaux du chapitre que nous avons peine à lire : celui de la colonisation. Le premier bataillon du corps des « tirailleurs sénégalais » a été créé en 1857 à Saint-Louis par le Général Faidherbe, alors gouverneur du Sénégal. Il était initialement composé d'esclaves libérés qui gagnaient un statut en s'engageant. Dès lors et jusqu'aux indépendances des colonies françaises au début des années 1960, ils connurent toutes les guerres : de la conquête coloniale, dont ils furent l'un des piliers, jusqu'aux guerres d'Indochine et d'Algérie en passant par les deux conflits mondiaux.

Parcourir l'histoire des tirailleurs sénégalais, c'est creuser cent ans de l'histoire de France à travers un autre prisme. C'est donner du relief à la France d'aujourd'hui, comprendre sa diversité, ses paradoxes, ses blessures et ses identités. Embarquer les collégiens sur ce chemin me semblait être une belle aventure au cœur de leur propre histoire et des mémoires qui font notre pays. C'était les inviter à la rencontre des derniers témoins d'une histoire méconnue.

Lors de votre rencontre avec Issa Cissé¹, celui-ci arbore fièrement ses médailles de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur et déclare qu'il s'est engagé à l'âge de 20 ans en novembre 1942. Quelles étaient ses motivations ?

Lorsque je lui ai posé la question, il m'a répondu : « Ça, c'est une histoire... Tous les jours, j'entendais le général de Gaulle. Le général de Gaulle appelle... C'était la folie. Alors un jour, au lieu d'aller au travail, je me suis engagé. »

Chaque « engagé volontaire » avait sans doute ses propres raisons de s'engager. Gagner un statut social, fuir le travail obligatoire ou, comme Alioune Fall, un autre ancien combattant que j'ai rencontré : « faire comme son oncle »... Certains, comme Issa Cissé, ont eu cette intuition peut-être, ou cette volonté un peu folle, de servir l'Histoire. De participer au devenir du monde.

¹ Issa Cissé s'est malheureusement éteint au Sénégal en avril 2018 à l'âge de 96 ans.

Il y avait les engagés de leur plein gré, mais aussi ceux qui étaient enrôlés de force...

Oui, effectivement, certains étaient engagés de force, la majorité sans doute. J'en ai rencontré aussi. Ndiougou Dieye, par exemple, originaire de la région de Thiès, âgé aujourd'hui de 103 ans, a été incorporé de force de 1940 à 1945. Il a servi dans la Colonne Leclerc en Afrique centrale et du Nord, puis au Levant. Il m'a confié : « Si le commandant en chef demande de recruter des militaires, le chef de canton recrute. Ils sont venus voir mon père et lui ont dit : “ton fils, à partir de telle date, il vient avec nous”. Tu ne peux pas refuser, c'est clair. »

Comme lui, un peu partout en Afrique subsaharienne, nombreux ont été engagés contre leur volonté dans le corps des tirailleurs sénégalais. Certains que j'ai pu rencontrer avaient à cet égard une grande rancœur. Il faut s'imaginer, un jeune homme de 18 ou 20 ans, arraché à sa famille, à son village, à sa terre et envoyé faire la guerre... Saidou Sall, lorsqu'il m'évoquait sa démobilisation à la fin de la guerre et son retour au Sénégal, parlait de sa « libération ».

À la Libération, les tirailleurs sont renvoyés chez eux. Lors de votre entrevue avec l'historien sénégalais Mamadou Koné, conseiller scientifique au Musée des forces armées du Sénégal, celui-ci évoque le « blanchiment » des troupes.

Ils sont retirés du front, mais pas renvoyés chez eux... Beaucoup attendront de longs mois, voire des années, avant de rejoindre l'Afrique. Ils seront stationnés dans des camps, en particulier dans le sud de la France. Le « blanchiment » des troupes commence dès l'automne 1944. L'ordre est donné de « blanchir » la 9^e division d'infanterie coloniale commandée par le général Magnant qui a débarqué en Provence en août 1944. Les soldats noirs sont alors petits à petits remplacés par de jeunes recrues françaises et des Résistants. Le général de Gaulle souhaitait ainsi contrôler les groupes de maquisards, notamment les communistes, en les enrôlant dans l'armée régulière. Et puis, dit-on, il n'était pas de bon augure que la Patrie soit libérée par des Noirs. Sans compter les Américains, encore ségrégationnistes, qui n'avaient jamais souhaité la présence des tirailleurs sénégalais. Alors, une fois encore, ils se sont fait voler leur morceau de gloire, balayés de l'estrade des vainqueurs.

Alioune Fall m'a raconté qu'à l'approche de l'hiver, il a été retiré du front en Alsace et a passé plusieurs mois en Savoie et en Haute-Savoie pour recruter de jeunes Français qui devaient remplacer les tirailleurs sénégalais de la 9^e division d'infanterie coloniale.

L'État français a-t-il manifesté sa reconnaissance aux tirailleurs sénégalais autrement que par des cérémonies ou des discours ?

La vraie question n'est pas de savoir comment l'État français a manifesté sa reconnaissance, mais bien comment et pourquoi il ne l'a pas fait. Comment et pourquoi, alors que l'armistice n'est pas encore signé, il massacre des dizaines d'entre eux le 1er décembre 1944 à Thiaroye ? Ceux-là mêmes qui ont passé des années dans des camps de prisonniers en France après avoir combattu dès le début de la guerre. Comment et pourquoi a-t-il oublié Mamadou Addibâ ? Charles N'Tchoréré ? Samba N'Dour et les milliers d'Africains présents dans les maquis ? Et les milliers d'autres qui ont débarqué sur les plages de Provence aux côtés des Magrébins, des Antillais, des Indochinois, des Malgaches, des pieds-noirs et des Somalis ? Comment et pourquoi l'État français a gelé les pensions durant plus de soixante ans ? La réponse est sans doute politique. Mais pas seulement. Nous avons détourné notre regard des pages sombres de notre histoire. Nous en payons le prix aujourd'hui. Mettre un voile sur l'Histoire, c'est nous condamner à l'obscurantisme.

Il s'avère tout au long de vos rencontres que les témoins ne blâment pas le peuple français, cependant une rancœur persiste. Pouvez-vous expliquer comment, ou envers qui elle s'exprime ?

Tous les tirailleurs que j'ai rencontrés ont insisté sur les précieux liens d'amitié qu'ils ont créés avec le peuple français. Alioune Fall, qui a participé au débarquement de Provence, disait souvent : « Tout ce que nous avons fait pour le peuple français, il le mérite. Mais l'État français, l'administration française, ce sont des salauds avec nous. Ils l'étaient et le sont toujours. Je n'ai pas peur de le dire. Mais le peuple français, lui, est formidable, exceptionnel. » Et il se souvient particulièrement de ses marraines de guerre avec lesquelles il a entretenu de longues correspondances. Ces anciens m'ont beaucoup touché à bien des égards. Particulièrement, par cette distinction qui leur était chère, celle de ne pas mettre dans le même panier le peuple français et ses dirigeants. L'administration française, les gouvernements français successifs, ont tour à tour piétiné la mémoire de leur sacrifice et, plus douloureux encore, piétiné leur dignité. Aucun ne sera décédé en paix avec cela. Les médailles distribuées au crépuscule de leur vie ne rachèteront pas sept décennies d'oubli et de mépris. Pourtant, aucun n'adressait ce ressentiment au peuple français. Ça restera une leçon pour moi.

En ce qui concerne les origines de ce ressentiment, elles sont diverses et largement compréhensibles. La façon dont certains ont été incorporés pour être envoyés au front est en soi déjà source d'amertume. Surtout, ces hommes qui connaissaient déjà le racisme des colons vont subir au sein du corps militaire une multitude de disparités, parfois d'humiliations, qu'ils m'ont narrées plus de soixante-dix ans après avec indignation. Les différences de traitement, de tenue, d'alimentation, de solde et j'en passe. Tout cela s'est amenuisé au fil de la guerre, notamment en Algérie, lors de la préparation du débarquement de Provence. Là, tous ont reçu l'équipement américain. Tous étaient enfin à la même enseigne. Issa Cissé m'a confié un jour : « Il n'y a plus de racisme quand vos frères tombent côte à côte sur les champs de bataille. Nous étions ensemble, Africains et Français, et nous nous battions pour la même cause. » Mais ça ne durera pas, puisque vint l'ordre du blanchiment des troupes dont nous

avons parlé, mais surtout un événement traumatisant qui marquera un tournant : le massacre de Thiaroye.

En novembre 1944, le premier contingent de tirailleurs venait de rentrer au pays. Il s'agissait de tirailleurs qui avaient passé la guerre en France, souvent dans des camps de prisonniers : les *Frontstalags*. En effet, les Allemands, par peur d'atteinte « à la pureté de la race aryenne », détenaient les « indigènes » prisonniers dans ces camps en France occupée. Arrivés dans le camp de Thiaroye, ils réclament (comme il était convenu par les autorités) leurs arriérés et leurs soldes liées à leur captivité durant la guerre. À l'époque, l'administration française refuse de régler sa dette. Des incidents éclatent dans le camp de Thiaroye. À l'aube du 1^{er} décembre 1944, l'armée et la gendarmerie françaises donnent l'assaut. Au moins soixante-dix hommes loyaux à la patrie sont exécutés et d'autres condamnés jusqu'à dix ans de prison. Dans la banlieue de Dakar, un cimetière de tombes blanches, vides de tout nom, symbolise le massacre perpétré en 1944 par l'armée française. Le 30 novembre 2014, j'ai participé à la commémoration des « événements de Thiaroye 44 ». François Hollande a rendu hommage aux victimes et remit symboliquement une copie des archives militaires françaises au président sénégalais Macky Sall. Il aura fallu attendre soixante-dix ans pour que la France reconnaisse sa responsabilité dans ces événements tragiques. Cependant, la version officielle ne fait toujours pas l'unanimité auprès des historiens et des chercheurs. De nombreuses interrogations demeurent, sur le nombre exact de victimes, sur leur identité, sur ce qui s'est réellement passé, ce jour-là, à Thiaroye.

Ce qui est certain, c'est que ce massacre a été perçu comme une terrible trahison par les tirailleurs. Ndiogou Dieye et Issa Cissé m'ont affirmé avoir été désarmé lorsque la nouvelle du massacre est parvenue dans les camps de tirailleurs en Europe et au Levant. C'était la stupeur. L'incompréhension. Comment la France avait-elle pu massacrer des hommes qui venaient de se battre pour elle ? Ce fut pour eux un retour brusque à la réalité et à leur condition « d'indigène ».

Puis, vint la problématique des pensions. La question est régulièrement soulevée par tous ces hommes en mal de reconnaissance. Dès la fin de la guerre, les soldes, les pensions et autres arriérés sont un sujet difficile à traiter. Confrontés à une administration coloniale complexe et à la mauvaise volonté de l'État français, nombreux sont les anciens combattants qui ne toucheront jamais ni soldes ni pensions. Déjà inégales à celles de leurs frères d'armes français, elles sont « cristallisées », soit gelées, en 1959. S'engage alors un long combat que mènent de front les associations d'anciens combattants africains, mais aussi français. Ces inégalités de traitement deviennent le symbole d'un combat pour la reconnaissance, parasitant parfois le débat historique et politique. Décristallisés en 2006, revalorisés en 2011, les arriérés n'ont jamais été versés et l'amertume demeure. Lorsque l'indexation de la pension sur le coût de la vie du pays d'origine justifie la disparité, les anciens tirailleurs s'offusquent et s'interrogent : « La vie a-t-elle un prix ? » Ils me rappellent que sur le champ de bataille, la balle de l'ennemi ne distinguait pas le Blanc du Noir.

Les anciens combattants africains sont bien conscients aussi d'avoir été mis à l'ombre de l'Histoire. Depuis quelques années, les choses évoluent, mais durant plus de 70 ans ce fut le silence. Il y eut bien quelques citations, quelques médailles, quelques mots perdus dans un discours, mais la place qui leur a été faite dans la mémoire collective, dans l'histoire même du pays, est loin d'être à la hauteur des faits.

Je me souviendrai toujours de ma rencontre avec Amadou Lamine Sow en décembre 2014. Sa tête reposait sur son thorax. Il semblait déjà éteint. Je lui ai chuchoté ma volonté de raconter son histoire aux jeunes Français. Alors, sa tête s'est relevée, il a pris sa respiration et durant une heure et demie a révélé ce que même sa famille n'avait jamais entendu : des classes éprouvantes, un colonel raciste, puis le soulagement de partir à la guerre pour ne plus avoir affaire à lui. Amadou a alors servi dans la colonne Leclerc en Afrique puis en Normandie. Chez lui comme chez tous les autres, j'ai perçu cette colère. Ces combattants, fiers mais amers, ne peuvent pas oublier la façon dont la France les a parfois traités. Dans son large boubou blanc, Amadou avait conclu : « Ça fait 300 ans que nous sommes ensemble. Ce que vous avez vécu, nous l'avons vécu. Nous n'avons pas de place dans votre histoire, pourtant nous l'avons écrite ensemble. Sans l'Afrique, la France ne serait pas ce qu'elle est. Chacun de nos peuples a apporté à l'autre. Arrêtez de mal considérer les Africains. Ce n'est plus possible. » Il était anéanti de voir tous ces jeunes Africains mourir dans des chaloupes en traversant la Méditerranée. Anéantis par certains discours en France qui parvenaient jusqu'à ses oreilles d'ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. Amadou Lamine Sow est décédé quelques mois plus tard.

Comment est perçu aujourd'hui ce pan d'histoire au Sénégal où les derniers témoins ont disparu ?

La Seconde Guerre mondiale a été durement vécue en Afrique subsaharienne, même si cela est rarement relaté. L'effort de guerre a mobilisé de nombreux hommes dans le corps de tirailleurs sénégalais, mais il ne faut pas oublier le « travail obligatoire », les impôts prélevés, ni même le fait que les récoltes des cultures dans les colonies françaises étaient largement réquisitionnées pour être envoyées en Europe. Il y a eu aussi des combats au sein des colonies. Dakar a été bombardé en 1940 par les Britanniques et le général de Gaulle. Dans un premier temps, tous les gouverneurs ne s'étaient pas ralliés à la France libre.

Je ne pourrais pas dire vraiment comment est perçue aujourd'hui la Seconde Guerre mondiale au Sénégal. Quant à la figure du tirailleur sénégalais, elle est complexe, ambiguë et parfois paradoxale. Tantôt, il met en lumière le racisme dont a fait preuve la France en Afrique, l'exploitation des populations et ce manque d'égards envers l'histoire de l'Afrique. Mais tantôt, il renvoie à la figure du collaborateur, celui qui a permis la colonisation, celui qui s'est battu pour la France dans les guerres d'indépendances, en Algérie, en Indochine ou à Madagascar. Mais dans tous les cas, il symbolise la violence de la colonisation française en Afrique. Sans oublier qu'à l'aube des indépendances dans les années 1960, lorsque la France via les réseaux de Jacques Foccart a fomenté les coups d'État, les anciens tirailleurs ont servi une nouvelle fois et sont parfois devenus, à l'instar d'Eyadema ou de Bokassa, les dirigeants des pays concernés. Le Président et poète sénégalais, Léopold Sédar Senghor, a été lui-même tirailleur sénégalais.

Vous avez associé votre démarche à un projet pédagogique avec des jeunes âgés de 11 à 15 ans du collège d'Ugine (en Savoie) qui ont eu la possibilité de poser des questions aux survivants et de communiquer sur le sujet avec des personnes françaises d'origine sénégalaise. Pouvez-vous en dresser un bilan ?

Ce qui m'intéressait dans ce projet était d'assister à une transmission de mémoire. De jeunes Français s'interrogent sur leur histoire et ce sont de vieux Sénégalais qui, depuis leur pays, leur répondent. Ce dialogue illustre l'histoire partagée. Les liens entre les peuples. Aussi difficile soit-elle, nous avons une histoire commune et cela ne sert personne de l'ignorer.

Les jeunes collégiens ont suivi avec attention tout ce projet. Ils se sont attachés à ces anciens combattants qui leur répondaient avec franchise et éloquence. Après plusieurs allers-retours au Sénégal, j'ai entrepris une marche dans leurs traces. Depuis Saint-Tropez, en passant bien sûr par Toulon, je suis remonté vers le nord. Sur les plateaux du Vercors, les élèves m'ont rejoint. Durant trois jours, nous avons découvert ensemble le parcours des 53 tirailleurs sénégalais qui s'étaient évadés du camp de la Doua près de Lyon grâce au concours de quelques maquisards. Ils avaient alors créé « la section franche des tirailleurs du Vercors ». Proches du 11^e cuirassier, les tirailleurs combattirent lors de la terrible bataille du Vercors de juillet 1944. Le 22 août, ils étaient auprès de leurs amis du maquis pour libérer Romans-sur-Isère. Leur lieutenant, Samba N'Dour tomba sous les balles ce jour-là. Les tirailleurs du Vercors rejoignirent ensuite les troupes de l'armée B qui remontaient la vallée du Rhône et participèrent à la libération de Lyon et combattirent jusqu'en Alsace.

Durant tout le séjour, les élèves entonnaient à tue-tête le chant des Africains et récitaient les slams qu'une autre classe avait composés. Après trois jours passés dans la peau des maquisards et à écouter les récits de la Résistance, ils se sont recueillis dans la nécropole de Vassieux. Ils ont honoré la mémoire des Résistants et de ces Africains dont ils découvraient le parcours.

Ce projet a conduit les élèves hors des sentiers battus de leur programme et je crois qu'ils ont fait l'expérience de la mémoire. Ils ont pris conscience de son poids peut-être, mais aussi de son importance. Certains d'entre eux ont ressenti le besoin de la transmettre à leur tour. Ils l'ont fait à leur façon, en texte, en musique, en contactant la presse locale et, parfois, simplement en se recueillant. Plusieurs années après ce projet, j'ai encore reçu des messages d'élèves qui, en vadrouillant ici ou là en France, tombaient sur une plaque « indigène » ou « tirailleurs sénégalais ». Alors, je reçois une photo et je sais qu'aucun d'eux ne sera jamais indifférent devant la plaque de ces inconnus morts pour la France.

Après ce projet pédagogique, j'ai continué à aller à la rencontre des tirailleurs sénégalais. D'ailleurs, j'y retourne encore. J'en ai tiré un livre photographique et de témoignages, quelques reportages et un film documentaire. En 2018, j'ai accompagné des étudiants de l'université de Saint-Louis dans la réalisation d'un documentaire sur les tirailleurs de leur région. Mais surtout, en 2018, j'ai eu la chance d'accompagner, avec des éducateurs, un groupe de huit adolescents français de la Maison Saint-Benoît de Seynod (74) des Apprentis d'Auteuil au Sénégal. Là-bas, ils ont rejoint huit jeunes d'un foyer de Saint-Louis. Je les ai accompagnés dans la réalisation d'un film sur la mémoire de la colonisation et des tirailleurs

sénégalais. Avec eux, j'ai vécu, je crois, un des moments les plus forts de ces années sur les traces des anciens combattants. Alioune Fall a répondu à toutes leurs questions avec beaucoup de tendresse. Puis, les jeunes venus d'Annecy ont montré les photos de la rue où vivait une des marraines de guerre d'Alioune Fall et où il avait passé quelques mois en 1945. L'homme de 98 ans n'avait jamais revu Annecy. L'échange était bouleversant. J'avais entrepris ce travail pour qu'il y ait une transmission. Je venais d'assister à la plus belle qui soit.



Photographe, cinéaste, documentariste, Julien Masson est né en 1986. Il a réalisé plusieurs documentaires comme *Mémoire en marche ; sur les traces des tirailleurs sénégalais de 1939-1945* (2016), *Yallah ! Plus haut que le Mont Blanc* (2020), *Le cœur des murs* (2022) et des reportages multimédias pour RFI/France Média Monde comme des *Ailes et du courrier, sur la ligne Aéropostale en Afrique* (2019).

Son travail photographique et ses reportages sont distribués par l'agence Hans Lucas et publiés dans divers médias (*RFI, Courrier d'Atlas, Le Monde, La Vie, Paris Match, La Croix, Causette*, etc.) Il a cofondé « Les ouvriers de l'image » qui produit des films documentaires et mène des projets pédagogiques, artistiques et culturels autour des différentes formes documentaires.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.